

La CLASSE retourne aux négos

Jeudi soir, le 3 mai 2012, Philippe Lapointe reçoit un appel de la FEUQ pour lui demander si la CLASSE avait reçu un appel du ministère concernant une éventuelle rencontre avec le gouvernement. Nous avons finalement reçu un appel de Pierre Pilote nous invitant à une rencontre vendredi. Pierre Pilote nous a même demandé si nous accepterions de négocier sans la FEUQ puisqu'elle préférerait faire cette rencontre lundi plutôt que vendredi. Nous avons répondu par la négative à cette demande puisque notre mandat nous dictait de ne pas négocier sans les autres organisations nationales. C'est le lendemain matin que nous avons été invité à une nouvelle table de négociation, sans condition et publique. Nous avons donc envoyé un courriel aux associations étudiantes membres leur annonçant la tenue d'un deuxième ronde de négociations. À cette rencontre plusieurs personnes ont été conviées, la CSN, la FTQ, la CSQ, la CRÉPUQ, la fédération des cégeps, Michelle Courchesne, Line Beauchamp, Alain Paquet et Pierre Pilote.

Vendredi midi nous partons donc vers Québec au lieu d'aller à Victoriaville. Vers 16h00 nous allons rejoindre les représentants syndicaux au Hilton afin de voir notre plan de match pour la ou les journées à venir. Cette fois-ci dans les négociations il n'y a qu'une seule personne par délégation, sauf pour la CRÉPUQ qui a deux personnes et le gouvernement qui en a trois. Nous avons décidé que c'est Philippe Lapointe qui allait aller à la table puisqu'il connaît mieux les délégués syndicaux et que ça fait un suivi avec la dernière rencontre de négociation.

La rencontre débute avec une mise au point sur les sessions qui pourraient être compromises. La partie adverse avoue qu'on ne trouvera pas la solution au problème des frais de scolarité et qu'il faut, le plus rapidement possible, trouver une façon de sauver les sessions et un plan pour essayer de se sortir de la crise. Les positions de tous les camps n'ont pas changé, il y a seulement plus d'acteurs dans chacun des camps. Il y a une tentative de recherche des points de

convergence afin de trouver des pistes de solution pour sortir de l'impasse et de sauver les sessions.

Personnes présentes :

Alain Paquet : Ministre délégué aux finances

Jean Beauchesne : Président de la Fédération des cégeps

Luce Samoisette : Présidente déléguée de la CRÉPUQ

Daniel Zizian : PDG de la CRÉPUQ

Michèle Courchesne : Présidente de la rencontre

Line Beauchamp

Pierre Pilote : ministre du Conseil exécutif

Louis Roy : CSN

Rejean Parent : CSQ

Michel Arsenault : FTQ

Martine Desjardins : FEUQ

Léo Bureau-Blouin : FECQ

Philippe Lapointe : CLASSE

Paul-Émile Auger : TaCEQ

Beauchesne de la fédération des cégeps tente de faire un état de la situation :

- 70 000 étudiant-e-s hors des classes, c'est-à-dire en grève
- 12 sessions d'été annulées

- Trois collèges reportent au mois d'août leur fin de session, si la grève se poursuit au-delà de lundi, sept autres devront leur faire une semaine plus tard.
- Les directions ont perdu le contrôle du mode de réorganisation du calendrier scolaire
- Il admet que les injonctions sont des échecs, qu'elles sont difficiles à vivre pour toutes et tous, qu'elles compromettaient la sécurité. Il fait un appel à respecter les injonctions parce que les directions sont accusées d'outrage. Mais reconnaît l'échec des procédures judiciaires pour régler le conflit.
- Il souhaite qu'il y ait assez d'éléments pour rétablir la confiance afin de supporter le débat
- Il termine en nous disant que si ça continue des étudiants et des étudiantes retarderont d'un an leur scolarité et donc leur carrière, par exemple les techniques policières.

En ce qui concerne la CRÉPUQ :

- Plusieurs établissements et programmes ont déjà terminé
- Les dates d'abandon ont été prolongées
- Il est impossible de faire le rattrapage cet été
- Les emplois d'été sont reportés
- Il y a un report de la fin de session et les finissant-e-s sont donc retardé-e-s
- Il y a un retard marqué pour l'obtention des préalables
- Les bourses d'excellences pour les cycles supérieurs sont chamboulées dans leurs remises
- Il est impossible de décaler l'entrée à l'université pour les étudiants collégiaux et étudiantes collégiales
- Elle revient aussi sur les injonctions

Pour ce qui est de la CLASSE :

- En Congrès et dans les assemblées générales nous avons discuté-e-s des annulations de session et la détermination des étudiantes et des étudiants est toujours présente
- Nous ne sommes pas responsables de la longueur du conflit
- Nous avons perdu quelques votes, mais le mouvement reste fort, les reconductions sont plus appuyées.

La TaCEQ :

- La mobilisation est constante
- La crise est politique

La FECQ :

- Ils et elles sont à l'écoute du gouvernement, mais la question des droits de scolarité doit être abordée
- Ils et elles ne veulent pas servir d'exercice de relation publique

La FEUQ :

- Il y a une augmentation du nombre de grévistes
- Ils et elles sont conscient-e-s de la crise politique actuelle
- La FEUQ écoute, mais le fardeau de cette crise repose sur les épaules du gouvernement

La FTQ :

- Elle reconnaît la crise et affirme que la seule sortie possible est la négociation
- Le gouvernement doit bouger, si cela n'arrive pas il faut un facilitateur-médiateur
- Le conflit actuel est un problème social, mais ce n'est pas celui de la FTQ. Ce sont les étudiantes et les étudiants qui doivent être écouté-e-s

La CSQ :

- Pense comme la FTQ

- C'est un peu leur rôle de replacer le débat et le conflit à sa place
- Durant le conflit entre le gouvernement, les étudiants et étudiantes, les syndicats ne doivent pas jouer aux *belles mères*.
- Il faut que les discussions portent sur ce qui oppose les deux partis afin de régler le conflit
- Si des enjeux touchent les syndicats, les centrales syndicales vont s'inviter à la table de négociations

La CSN :

- Elle est pour la gratuité scolaire depuis 40 ans, c'est un enjeu important pour elle.
- Elle représente les enseignantes et les enseignants des cégeps
- Si tout le monde cherche une solution, on devrait finir par en trouver une. Si jamais autour de la table aucune solution est mise de l'avant d'où viendrait-elle?!!
- Il faut une feuille de route pour la suite des choses

Beauchamp :

- Elle a des préoccupations sur la question des impacts individuels, les relations de travail, des injonctions et les impacts sociaux.
- Elle reconnaît que nous avons le respect de nos positions et que plusieurs y adhèrent. Elle affirme aussi que la crise ne se règlera pas que si on tient compte du respect de ces positions
- On ne sortira pas gagnant-e-s ou perdant-e-s aujourd'hui, mais bien avec un cadre de discussion dans lequel nous allons savoir sur quoi travailler
- Sur la question de la confiance : ils et elles voulaient une rencontre confidentielle pour éviter que cela ait l'air une opération publique
- Il faut aborder toutes les possibles, mais il est évident que le règlement complet de la crise ne se fera pas immédiatement
- Pour elle, le plan de sortie de crise doit parler d'abord et avant tout de la gestion des universités

Courchesne

- Il faut y aller par étape
- Nous allons discuter de frais de scolarité parce que la gestion touche aux frais de scolarité.

Le débat est lancé, tout le monde se lance la balle, mais la CRÉPUQ est l'organisation qui se fait le plus remettre à sa place. On parle encore de frais de scolarité, que si ce sujet n'est pas abordé il n'y aura pas de sortie de crise. En fait, les organisations syndicales, les organisations étudiantes et un peu la fédération des cégeps sont du même côté de la barricades et les autres sont de l'autre côté. Nous poussons pour parler de frais de scolarité et du manque d'ouverture de la part du gouvernement. Nous parlons également de réorganisation budgétaire et non de coupures.

La partie gouvernementale nous reparle du conseil provisoire qui viserait à avoir des mandats pour une réflexion. Ce conseil serait l'expression d'une volonté commune et il ferait des recommandations. On nous dit aussi que le conseil aurait pour mandat de répondre à la question de la nécessité des frais en abordant la question des besoins, de la gestion, du modèle universitaire ainsi que de la mission des universités. Nous répondons à cela que le minimum qu'ils et elles pourraient faire pendant ce conseil c'est de suspendre la hausse des frais puisque ce qui sera discuté dans ce conseil est intimement relié aux frais. La question de la gestion universitaire et la réorganisation budgétaire ne peuvent être traitées en même temps qu'une hausse. Ils et elles mettent un peu la charrue avant les bœufs. Il faut regarder comment l'argent est géré avant d'en rajouter, surtout si comme disait Michèle Courchesne que le conseil provisoire devrait répondre à la question de la nécessité de la hausse. Le gouvernement tient toujours leur ligne dure et dit qu'il est trop tôt pour parler de frais, de recul ou d'un moratoire. Le mot moratoire semble donner la frousse au gouvernement. Les syndicats reviennent sur la question des États généraux, autre mot qui fait peur au gouvernement, et de la gratuité scolaire. Fait intéressant, Beauchamp a dit qu'elle comprenait que pour la CLASSE il faut présenter des mesures concrètes. Courchesne a, quant-à elle, affirmé à demi-mot qu'elle avait lu l'article de Philippe Lapointe sur l'assurance-qualité dans la

revue Ultimatum et qu'elle comprenait qu'on ne veuille pas que ce soit à l'ordre du jour.

Il est rendu environ 18h00 et la question des évènements de Victoriaville fait sourciller le gouvernement. Lors d'une rencontre-souper avec les associations nationales étudiantes et les centrales syndicales Mr Canon demande à parler à Louis Roy. Au début il voulait nous exclure de la table (encore!) à cause des évènements de Victoriaville, mais finalement, sous la pression des centrales syndicales, il demande que l'on fasse un appel au calme. Vers 20h00 nous faisons un point de presse qui ressort notre mandat de condamner la violence délibérée envers des individus et que nous déplorons la violence (celle des policiers de façon implicite et non celle des militantes et militantes) qui eut lieu à Victoriaville. Environ en même temps ça semble se calmer à Victoriaville et nous ne sommes pas vraiment au courant de l'ampleur des violences, des blessé-e-s ainsi que les arrestations d'autobus.

Il est maintenant 21h00, nous revenons en réunion. Courchesne fait le premier pas, elle demande ce que comprend le cadre de gestion des universités. La CRÉPUQ saute sur le ballon, elle parle de meilleure pratique, vous savez, suivre l'exemple américain et anglais...Elle enchaîne sur sa vision de la gestion des grands enjeux. Courchesne fait un point d'ordre, leur coupe la parole et dit qu'elle veut du concret, pas que des grandes lignes floues comme *meilleure pratique*. On se met donc à parler des problèmes dans la gestion universitaire, encore une fois. Le problème de la délocalisation des campus, la reddition de compte, la publicité etc. 25 minutes plus tard une pause est décrétée.

Il est 22h00, on parle de gestion universitaire, mais toutes les partis disent ce qu'ils aimeraient qu'il y ait dans le conseil provisoire et quelles sont les options de sortie de crise. Nous faisons une énumération, 14 points ressortent du truc que nous classons comme cela :

Éléments de possible sortie de crise :	Mandat du conseil :
- Reddition de compte	Revoir les Règles budgétaires
- Gestion et transfert de fond	Revoir l'internationalisation des universités

<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses en publicité et promotion - Parc immobilier - Délocalisation des campus - Personnel de gérance - (nous rajoutons ce quinzième en caucus : frais de scolarité!) 	Partenariat privé et université Pouvoir des instances (CA, CRÉPUQ)
On n'en parle pas : Meilleures pratiques Formation continue	Élément à retirer : <ul style="list-style-type: none"> - Assurance-qualité (qui a été finalement changé en : Qualité et évaluation de la formation, de la recherche et du soutien aux étudiants et étudiantes)

Nous faisons une priorisation en caucus seulement la CLASSE et cela ressemble un peu au plan de la FEUQ. Ensemble nous décidons quels seront les enjeux abordés et ceux négligés. Nous ne discutons pas des mandats qui seront traités dans le conseil provisoire. Pour le reste il y a deux éléments distincts, les règles budgétaires et les outils de comparaison. Nous ne touchons pas aux outils de comparaison telle l'assurance-qualité. Avec les centrales syndicales nous décidons de définir la composition de ce conseil provisoire avant de définir les mandats. Au départ cela ressemble à : 4 organisations nationales étudiantes, 4 centrales syndicales, 4 personnes de la CRÉPUQ, 1 présidence, 4 personnes autres des milieux sociaux, 1 personne du MELS et 1 personne de la fédération des cégeps. Après discussion, il a été décidé d'intégrer 6 personnes de la CRÉPUQ et 2 personnes du milieu socio-économique au lieu des 4 personnes des milieux sociaux afin de maintenir un équilibre des forces. Nous avons réussi à changer le terme assurance-qualité pour qualité et évaluation de la formation, de la recherche et du soutien académique.

Il est rendu passé 1h30 du matin, nous établissons le profil d'une présidence qui pourrait faire consensus : soit une personne qui détient une certaine crédibilité dans le domaine de l'éducation supérieure et auprès du public. De préférence une personne qui connaît les rouages de la fonction publique, du budget du MELS et des universités et qui détient une certaine expertise en conseil et comités ministériels. Nous avançons que nous croyons que pour parler d'éducation et de la

mission des universités, il pourrait être de mise que la personne détienne une expérience académique. Cela sera pris en compte.

Dès que nous nous sommes entendus sur les bases à donner au comité, Michelle Courchesne nous demande quel serait notre vision des frais et du comité. Léo Bureau-Blouin présente donc qu'il y a des économies substantielles à faire, ces économies peuvent mener à une réduction de la facture étudiante. En ce moment, on a la possibilité de faire des coupures avec l'approbation du milieu et du public, mais cela doit se faire avec un engagement au niveau de la contribution étudiante, sinon nous n'avons aucun avantage à appuyer les coupures.

Line Beauchamp tient à préciser qu'il doit davantage être question de réduire la contribution étudiante. Si la partie étudiante prouve qu'il est possible de trouver de l'argent dans la gestion des institutions universitaires dans le cadre du conseil provisoire il sera possible de réduire les frais. Le débat fini donc sur la question des frais institutionnels obligatoire (FIO). Cette question est mise de l'avant par les centrales syndicales. Elles font le constat que le comité n'est pas assez pour faire entrer les grévistes en classe. Courchesne tente de trouver une solution sans gagnant-e-s ni perdant-e-s et c'est le comité. Vers 5h00 les centrales font donc une offre avec un compromis possible. De faire la suspension du paiement des frais à la hauteur de la hausse durant les travaux du comité. Le conseil provisoire pourra faire des recommandations sur la question des FIO et des droits de scolarité. Si nous trouvons dans ce comité des endroits pour aller chercher l'argent de la hausse. Cela serait donc comme un gel, mais sans être un gel. Le gouvernement évalue la question l'orienté vers les FIO plutôt que les frais. Le Comité de négociation se trouve bien embêté. L'État continue de se désengager dans l'éducation, mais concrètement sur la facture étudiante il n'y a pas d'augmentation tant qu'on trouve de l'argent *dans le gras* des universités.

Vers 4h une nouvelle pause est décrétée. Au retour nous revenons sur cette question de la hausse des frais de scolarité et de la baisse des FIO, la FECQ affirme que la contribution étudiante est un concept acceptable, mais il faut avoir des engagements clairs de la part du gouvernement comme preuve de leur bonne foi. Selon eux, le comité devra avoir le pouvoir de déterminer comment sera remboursé. De plus, ils veulent un engagement clair, ainsi que des obligations de résultat. Courchesne affirme alors que le comité aura de la latitude quant à ces décisions et que plusieurs des questions abordées en ce moment ce feront par un décret ministériel après l'acceptation de l'offre par les associations étudiantes garantissant ainsi les résultats. Beauchamp maintien que les résultats seront motivés par le 125\$ à aller chercher pendant les travaux.

C'est alors que l'on nous dit que la fin des travaux sera effectif lors du dépôt du rapport du comité, que dans le décret, il sera spécifié que chaque dollars économisé sera investi dans la réduction de la facture étudiante. Mais qu'arrivera-t-il si les économies dépassent les frais institutionnels? Line Beauchamp répond du bout des lèvres que cela pourra, si les économies dépasse les FIO, affecter les frais de scolarité, mais que ce sera au comité provisoire de trouver les modalités de remboursement. Elle ajoute aussi que toutes les offres annoncées auparavant seront maintenu: RPR, réduction de la contribution parentale, étalement, etc.

La CRÉPUQ se pose alors comme question quelle sera la motivation des universités sur le comité si, trouvant des économies dans son propre budget, il n'y aura aucune avancée pour elle, mais seulement un bénéfice pour les étudiantes et les étudiants? Louis Roy, de la CSN, répond alors que le chantier sera ouvert sur le thème de la facture étudiante, que c'est eux qui ont posé le problème et amené les enjeux sur la table, mais que ce faisant, plusieurs débats seront à mener et qu'ainsi, la CRÉPUQ aussi bénéficiera d'un nouveau forum pour se faire entendre.

Le soleil se lève, la nuit a été longue. Les acteurs autour de la table sentent que le débat a été écouté quant à la formule et qu'il faut maintenant se concentrer sur du concret. Le gouvernement demande donc un moment de rédaction pour que l'on puisse travailler sur le texte final.

Le premier texte apporté comporte de nombreuses erreurs par rapport aux divers accords que nous avons. Il y avait entre autre un mélange entre les mandats et les thèmes de sortie de crise, le document ne faisait que mention des FIO et non de la contribution étudiante, plusieurs flous subsistaient au sujet du comité et de l'application du paiement différé. Nous avons donc, entre associations étudiantes convenus de plusieurs modifications majeures et mineures. Principalement, il était important pour nous que le libellé de la fin ne signifie pas que notre signature nous demande de recommander l'offre, de faire une trêve ou encore la fin immédiate de la grève.

Le reste se passe malheureusement dans un jeu de couloir bourdonnant qui a principalement été fait auprès de Philippe Lapointe. À notre sortie de notre caucus étudiant, nous avons rencontré les syndicats qui avaient certaines modifications similaires aux autres mais elles trouvaient que nous poussions un peu loin après une consultation avec Justin Arcand.. Confiant-e-s, nous attendions la reprise. Attendant dans le couloir, Martine Desjardins fut prise à part pour aller discuter. Philippe, en se servant du café, se fit aussi inviter à discuter avec Pierre Pilote de nos modifications afin «d'accélérer les

travaux». La porte ouverte, dans le local de négociation, avec Jean Beauchesne de la Fédération des Cégeps, il énuméra nos modifications qui furent entièrement prises en notes et, en général, Pierre Pilote comprenait le bien fondé des demandes étudiantes. Après cette longue discussion, Martine entra avec Courchesne, elle avait fait le même travail avec la ministre qui semblait être d'accord avec toutes nos modifications, qui visaient principalement 3 points:

- Toute les économies trouvées par la partie étudiante ferait en sorte de réduire l'ensemble de la contribution étudiante, et non seulement les FIO;

- Que le conseil puisse choisir ses 2 membres de la communauté économique et son président par consensus afin d'assurer la parité et;

- Que le paiement différé s'applique sur 2 ans et qui serait renouvelable si nécessaire.

Les représentant-es du ministère se sont retiré-es pour réécrire le document.

Nous retournons voir nos collègues, confiantes et confiants: «Nos modifications ont toutes été acceptées.» Nous attendons donc, pensant que la journée serait terminée. La journée est bel et bien commencée. Nous sommes convié-e-s à retourner à la table. Courchesne nous annonce qu'ils se sentent près d'une entente, le document a été envoyé au bureau du Premier ministre et ils attendent une réponse, ils nous demandent donc d'attendre jusqu'à 8h, moment où ils devraient avoir une confirmation. Nous retournons patienter. Pendant l'attente, Philippe se fait approché à plusieurs reprises pour des modifications mineures (changer des mots tel que: l'entente sera sujette à approbation, par l'entente sera soumise à approbation.)

Il est ensuite question d'insérer une clause demandant une trêve pendant la consultation. Nous refusons. Toujours informellement, la discussion se fait sur comment la question de la trêve entre Philippe Cannon du bureau de Mme Beauchamp, Pierre Pilote et Philippe Lapointe et Justin Arcand, puis avec Réjean Parent et Louis Roy. Nous maintenons notre point. Enfin, on s'entend pour dire que la CLASSE n'appellera pas à une manifestation sur la question de l'offre pendant la consultation des assemblées générales, vu que la CLASSE n'a pas de mandat sur l'offre. Ainsi, si les associations sont contre l'«entente», nous pourrons faire une manifestation contre, puisque ce n'est plus une entente. Il a été bien spécifié que les associations locales sont exclues de cette clause et que chaque association locale peut faire ce qu'elle veut. La FEUQ demande une pause avec pour objectif caché de quitter les lieux, d'aller faire une sieste, revenir frais et disponibles en prévision de la tempête médiatique qui suivra, mais aussi des derniers

détails à mener. Cette pause est refusée par le gouvernement, les syndicats et la CRÉPUQ qui veulent en finir le plus rapidement possible.

Vers 13h, nous sommes réinvités à la table pour voir le texte final. Ce texte comporte encore quelques erreurs que nous demandons illico de modifier. Mais la lecture fut rapide. Le nouveau texte nous arrive, en ne regardant que si les dernières modifications ont été faites. Philippe approuve le texte et, devant l'ambiance générale de sentiment de fin des travaux et signe le document sans consulter le reste du comité de négociation. Ce fut, il en conviendra par la suite, une erreur fatidique dont il prend l'entière responsabilité.

Le texte final n'était pas exactement celui convenu. Plusieurs éléments avaient été modifiés et il semble que la CRÉPUQ ait travaillé plus ardemment que les étudiants et les étudiantes dans les dernières modifications des détails. Le comité de négociation fut consterné de voir ce avec quoi revenait Philippe. Une grande tension s'est fait sentir au sein du comité. Nous nous sommes donc consulté, seul, dans une salle pour en discuter. C'est amèrement déçu-e-s que nous sommes revenus à Montréal présenter ce document aux associations alors réunies en congrès.

S'il y a un constat à avoir avec les stratégies gouvernementales de négociation c'est qu'ils ont isolé un représentant tout au long des négociations. Une personne alors prise dans un constant effort intellectuel et isolé du reste se concentre sur un seul enjeu, soit le comité provisoire dans ce cas-ci. Même si au départ nous n'étions pas convaincu-e-s de la pertinence du comité provisoire et voulions l'utiliser en échange d'une négociation véritable sur les frais de scolarité, le temps mis sur la question a «hypnotisé» le comité de négociation de façon à considérer que lorsque nous gagnions notre point sur certaines modifications cela représentait des avancées. Au final, ce ne fut qu'un subterfuge qui nous ramenait sur un enjeu qui n'avait pas de rapport direct avec les frais de scolarité.

En isolant le représentant, le gouvernement a aussi pu plus facilement l'introduire dans un état de fatigue et émotionnellement plus faible. Lors de la signature finale du document qui devait être référé à consultation, il était donc passablement moins éveillé, alerte et capable de sens critique. Après 22 heures de négociation entrecoupées de courtes pauses, nous aurions dû, en ce samedi après-midi, exiger la suspension des travaux. Le mouvement étudiant a fait 12 semaines de grève, une journée de fin de semaine de plus ou de moins n'aurait pas été catastrophique. Le sentiment d'urgence fut créé par le gouvernement qui, eux, avaient besoin d'un règlement rapide.